



A TI'A PORINETIA

Le Rassemblement des Polynésiens

Assemblée de la Polynésie française

Papeete, le 4 juillet 2013

DOSSIER DE PRESSE

« Tout comme avant » promesse orange tenue !

Le Vénéré président et son petit vizir veillent sur vos poches pendant vos vacances !

Le gouvernement Flosse aura mis moins de deux mois pour **ressortir les vieilles recettes qui sont pourtant à l'origine de la faillite de la Polynésie française**. Notre Pays vit au dessus de ses moyens depuis l'ère nucléaire et rien n'a été fait pour préparer la reconversion de notre économie sous la précédente gouvernance Flosse. Force est de constater que cela ne va pas changer en 2013.

Aucune réforme du système administratif et financier n'est annoncée, aucune piste de reconversion économique n'est évoquée, aucun réel plan de relance mesurable et quantifiable n'est proposé (les trois R proposés par ATP) mais bel et bien une pluie de taxes et impôts pour alléger les portemonnaies polynésiens des derniers « toata » (sous) qui leurs restent et peser sur les budgets des familles sans aucune lisibilité sur l'utilisation des dix milliards de ponction envisagés.

Il ne s'agit pas d'une réforme mais d'un nouveau passage à la pompe budgétaire. On vient prendre de nouvelles recettes pour le gouvernement pour de nouvelles dépenses par le gouvernement. Les citoyens polynésiens, les entreprises du secteur privé qui sont les seules à pouvoir espérer créer de l'emploi de nouveau doivent d'abord mettre une main à la poche et l'autre sur la couture du pantalon. Les plus chanceux pourront espérer décrocher quelques marchés ou un emploi aidé temporaire s'ils ont été de bons citoyens fiscaux sans trop râler publiquement. La loi du silence reprend ses droits.

ATP l'avait donc prédit, et Flosse l'a fait. Rien n'a changé. Tout redevient comme avant mais sans l'appui de Paris alors c'est dans la poche des polynésiens que papa Gaston va chercher les sous pour remplir les poches du Pays et dépenser à tout va. Rien n'a changé. Ni le chef cuisinier, ni ses recettes. Tout juste a-t-il choisi quelques nouveaux exécutants bien dociles pour exécuter et signer les chèques qu'il leur demande de faire en se positionnant ainsi dans le meilleur rôle qui soit pour lui : responsable mais pas coupable. Qui est l'ordonnateur du budget déjà ? Si ce n'est plus le président en personne, en tout cas, tout le monde a compris d'où viennent les ordres et qui les exécute pour lui faire plaisir.

Les plus anciens, plus aguerris des oranges sont restés à l'assemblée car ils ont passé l'âge des beni oui oui et sont bien moins enclins à tout accepter et avaler pour « faire plaisir à Président ». Certains sont échaudés par les tribunaux vers lesquels le Vénéré les a entraîné

par excès d'obéissance. Alors on a gardé les recettes mais changés les commis en cuisine gouvernementale. Or, les nouveaux cuistots doivent tout au Vénéré grand chef à commencer par leur place. Etre élu à l'ombre du chef suppose donc d'accepter de courber l'échine. Il faudra l'assumer devant la population car chacun se voit placer devant sa conscience et les promesses faites aux polynésiens. Le « vieux » lui n'a pas changé.

A TI'A PORINETIA souhaite appeler l'attention de la population en ce début de vacances scolaires sur les dessous des belles déclarations du Vénéré Président Flosse et de son petit vizir, qui se gargarisent la bouche de « solidarité », « des économies budgétaires » et « du redressement du Pays ». Sous ces belles paroles se cache une toute autre réalité. Le duo Flosse – Laurey tente de nous faire prendre à tous des vessies vides pour des lanternes pleines. Le petit vizir haut de ses 6 semaines d'expérience gouvernementale n'hésitant pas à parler dans la presse du « trou dans lequel le pays se languit depuis presque 10 ans ». La formule nous semble quelque peu cavalière et peu adaptée à la dure réalité que vivent les milliers de polynésiens en difficulté aujourd'hui qui n'ont même plus loisir de se languir de quoi que ce soit. Cette démonstration d'arrogance est d'autant plus déplacée que pour sortir du trou le gouvernement décide de le creuser davantage tel ce fou qui, pour voir le jour, creusait un trou dans son jardin en espérant atteindre l'autre côté de la planète avec sa pelle.

La « réforme fiscale » du gouvernement est une hérésie économique, un miroir aux alouettes et une supercherie de plus pour tromper les Polynésiens. Une chose est sûre : les belles promesses de campagne sont loin derrière le Tahoeraa et n'engagent que ceux qui les ont écoutées à en croire les différentes mesures prises depuis les dernières semaines :

- après quelques baisses symboliques des rémunérations des élus, **la création d'un faux haut conseil à 90 millions FCFP par an** pour recruter et remercier le rédacteur dans l'ombre du statut de 2004 et d'autres copains que nous découvrirons au fil de l'eau,
- **la création d'un statut sur mesure** pour embaucher une ancienne ministre RPR aux frais des polynésiens pour pallier l'inefficacité totale des parlementaires nationaux dans leur mission à Paris, l'augmentation en catimini des indemnités des personnels de cabinet,
- **l'achat d'un hôtel en se substituant au secteur privé,**
- **la création d'une nouvelle fausse institution** en inventant la fonction de « magistrature d'influence » dévolue à un médiateur de la Polynésie française qui n'existe pas dans notre Statut.

ATP appelle les Polynésiens à réagir car la période des vacances est mise à profit en totale précipitation avec des Lois de Pays préparées sans aucune concertation et examinées sans débat en commission, en l'absence du gouvernement, de toute urgence, **pour faire passer la grosse pilule des taxes pendant les vacances grâce à la prime majoritaire** permettant au gouvernement de tout faire adopter sans écouter ni entendre la voix de l'opposition. **Attention aux réveils difficiles à la rentrée et au grand coup de pompe du gouvernement dans le porte monnaie de tous les citoyens.**

La réforme fiscale n'est pas une réforme mais un recours à la pompe fiscale, un accroissement de la pression fiscale sur les salariés, les non salariés et les agriculteurs désormais, mais aussi les entreprises, les commerçants et les investisseurs qui voudront bien investir.

Le gouvernement ne racle pas les fonds de tiroirs il casse la tirelire et va **pomper près de 10 milliards FCFP dans la poche des Polynésiens sans aucune concertation, sans aucun projet économique solide derrière ni aucune visibilité sur les éventuels investissements publics** qu'ils viendraient contribuer à financer pour relancer une machine économique en panne totale.

Le but de la revalorisation de la CST n'est pas de rétablir une équité fiscale mais de prendre l'argent où il en reste encore un peu sans trop fâcher les plus riches. **C'est encore les classes moyennes c'est-à-dire ceux qui ont investi, consomment, financent les études de leurs enfants, paient des impôts sans bénéficier d'aucune aide publique, qui ont souvent du mal à joindre les deux bouts, qui vont devoir encore payer plus.** Ce ne sont pas les plus nantis ou les plus riches d'entre-nous qui seront pénalisés car la ponction relative reste faible et ils ne pèseront pas numériquement sur les recettes globales du Pays. Pourquoi le gouvernement ne va-t-il pas jusqu'à créer un impôt sur la fortune si il voulait vraiment tenir ses engagements de campagne en faveur du rééquilibrage social? Sans doute parce qu'il se mettrait à dos bon nombre de redevables et autres courtisans. Alors c'est bien plus simple de taper dans la masse, et la masse qui va payer c'est bien les classes moyennes : c'est-à-dire tous ceux qui ont un emploi et en particulier ceux qui gagnent entre 150 et 500 000 FCFP par mois, les plus nombreux des salariés gagnant entre 150 et 300 000 FCFP.

Le modèle n'est donc pas revu par son géniteur, il est accentué : plus de taxes pour plus de dépenses publiques !

Il ne s'agit donc pas d'équité fiscale mais bien de remplir rapidement les caisses du Pays pour reprendre, comme avant, les bonnes vieilles habitudes dépensières afin de financer de nouveaux joujoux hors de prix comme **l'hôtel SOFITEL de OUTUMAORO** où le pays vient s'immiscer et se substituer à une vente entre privés pour devenir propriétaire d'un hôtel et faire donc ,comme avant, à la place du privé avec l'argent des contribuables : près d'un milliards FCFP seront dépensés dans cette opération à perte pour le Pays car l'hôtel sera rasé par Gaston Flosse. L'autre urgence est de remplir quelques caisse pour **remettre en marche la machine à distribuer des sucettes publiques** afin de préparer les municipales et d'assurer un maximum de grands électeurs à la réélection du vénéré président sénateur tant que la justice ou le cumul des mandats ne l'empêcheront pas de cumuler les grasses rémunérations payées par les contribuables. **Sur ce sujet nous invitons le président vénéré à jouer la transparence et publier son patrimoine et le cumul de ses revenus (avec les retraites) payés par les contribuables polynésiens et métropolitains.**

L'augmentation de la fiscalité sur les entreprises grandes ou petites sera répercutée sur les prix et donc sur le budget des consommateurs car les entreprises n'ont pas vocation à travailler gratuitement et ne reviendront pas sur leurs marges bénéficiaires pour celles qui en ont encore. En premier lieu la taxe sur les surfaces commerciales, décriées par le Tahoeraa lors de sa création par l'UPLD en 2005 se voit ressuscitée par le petit vizir pour la grande joie du vénéré président. Ne nous y trompons pas c'est bien les consommateurs qui

paieront en passant à la caisse, c'est-à-dire tout le monde, ceux qui travaillent comme les sans emploi, à 150000FCFP ou à 1000000FCFP par mois.

Il en sera de même sur la taxe sur la publicité, la taxe sur le produit net bancaire ou la taxe sur les provisions techniques, la taxe sur les activités d'assurance, les retenues à la source, qui seront autant de facteur inflationnistes qui vont peser directement ou indirectement sur les politiques de prix des entreprises car elles ont déjà commencé à chercher et trouver des moyens de compenser ces nouvelles charges fiscales par des aménagements comptables ou une répercussion simple et directe sur les prix finaux aux consommateurs.

Les taxes sur les tabacs et alcools habillées d'objectifs nobles de santé publique vont encore renchérir les tarifs touristiques et donc pénaliser le secteur en crise de l'hôtellerie et de la restauration et peser davantage sur les budgets des ménages polynésiens les plus modestes qui ne baisseront pas leur consommation sur ces produits mais diminueront d'autres postes de consommation comme l'alimentation ou l'habillement des enfants.

Les taxes sur l'essence et le gaz vont renchérir le coût à la pompe et peser sur le budget transport sans compter les milliers de foyers polynésiens n'ayant pas les moyens de s'offrir des chauffe-eau solaires et des fours derniers cris qui seront condamnés à payer plus chère leur bouteille de gaz. Sur le sujets des hydrocarbures nous pouvons d'ailleurs considérer qu'il ne s'agit que d'une première hausse causée par le gouvernement Flosse car elle devrait être suivie par de nouvelles augmentations liées au coût des matières premières et au déficit structurel du FRPH qu'il faudra bien combler par des mesures de hausse des prix avant la fin de l'année.

Enfin la hausse de 4 points de la TVA sur les services est un véritable scandale économique en période de crise grave. Le gouvernement prévoit à sa calcullette budgétaire de prendre 2,4 milliards FCFP dans la poche des polynésiens et sur le dos des petits métiers et services. Les premiers à en pâtir seront tous les petits métiers de service coiffeurs, restaurateurs, prestataires, et autres entrepreneurs qui vont voir leurs facturations augmenter du fait de la TVA alors qu'ils doivent faire face à une situation économique très difficile.

Les métiers pourvoyeurs de main d'œuvre qui ont créé des emplois quand d'autres secteurs ont licencié sont les premiers à trinquer. Ils se voient pénaliser sur leur facturation alors qu'ils ont bien souvent négocié des marchés à l'année. **On doit s'attendre à des mesures d'ajustement sur l'emploi donc contraires aux objectifs affichés par le gouvernement !**

L'ensemble de ces mesures va provoquer une hausse généralisée des prix qui va contracter à nouveau la consommation des ménages, déclencher un réflexe d'épargne de précaution et déclencher de nouveaux ajustements de comportement des acteurs économiques pour limiter l'impôt à payer dont le travail au noir et la fraude fiscale. Au final les prévisions budgétaires ne seront pas au rendez-vous et on aura aggravé la situation économique. Bravo le vizir ! Trop d'impôt va donc bien finir par tuer l'impôt, les recettes espérées par le vizir feront choux blanc et la capacité de relance du Pays repoussée aux calendes grecques...

Mais d'ici là l'eau aura coulé sous les ponts et les courants d'airs auront soufflé dans les portemonnaies vides des polynésiens. ATP dénonce cette politique gouvernementale qui vient de passer de l'agitation médiatique à la précipitation budgétaire. ATP anticipe un nouveau cercle vicieux économique qui risque par trop de pression fiscale sans réforme de fond du système en place, de venir peser sur le comportement de consommation des ménages, c'est-à-dire le premier (ou le dernier) moteur économique polynésien, et **aggraver encore plus la situation de crise du Pays, en tout cas du secteur privé et des ménages.**

Une chose est sûre l'objectif est de **sauver la tirelire publique pour papa Flosse. Faute d'appui à Paris, le gouvernement n'a trouvé pour le moment qu'une solution : prendre l'argent dans la poche des Polynésiens** et semble au final très pressé de percevoir et de dépenser de l'argent public avant les rdv judiciaires d'octobre prochain.

Vous la vouliez pressée votre orange ? Oui mais bien fraîche. Soyez rassurés on vous offre une pluie de taxes en supplément.

Plus de solidarité mais pas pour tout le monde !

Quelles ont été les premières décisions de la majorité depuis le 17 mai 2013 ?

Accroître les dépenses face à l'urgence sociale alors que les économies, elles, relèvent du symbolique, avec une baisse de 10% des indemnités des membres du gouvernement et des représentants (-70 millions représentant **0,07 % des dépenses de fonctionnement du Pays**).

Alors que les besoins budgétaires sont énormes la réduction drastique de la dépense publique est une nécessité absolue. Les polynésiens, prêts à participer à l'effort de solidarité, attendent que les efforts des pouvoirs publics soient beaucoup plus importants.

Au lieu de cela, le gouvernement crée sans vergogne de nouvelles charges que nous découvrons au fil des dossiers déposés à l'Assemblée.

C'est ainsi que nous n'avons pu que constater la récente **décision du conseil des ministres de doubler l'indemnité représentative de frais particuliers des personnels de cabinet, la portant à 400 000 frs.**

**Délibération « Girardin » et « tutti quanti » :
Les bonnes vieilles recettes Tahoeraa !**

Par ailleurs, un nouveau train de mesures vient alourdir la charge des dépenses.

La majorité s'apprête ainsi à tailler un **statut sur mesure pour Dame Girardin** afin qu'elle puisse bénéficier des indices de rémunération des emplois fonctionnels (plafonnés à 1 800 000 F.CFP), indices les plus rémunérateurs de la fonction publique. Il faudra y ajouter les indemnités diverses, les avantages en nature, des collaborateurs pour l'aider dans sa mission de super VRP ?

Il faut croire que c'est la juste récompense des bons et loyaux services rendus du temps de la « belle époque », le temps où les statuts étaient faits sur mesure.

Rendez-moi mes joujoux !

Et ce n'est pas fini, Gaston Flosse réécrit seul le statut du Pays et s'affranchit du vote de l'assemblée nationale, en créant une version revisitée du **Haut-Conseil de la Polynésie française** dont on n'a pas encore réussi à savoir s'il s'agirait d'un service ou d'autre chose. Haut-conseil supprimé en 2011 par le Parlement national, gauche et droite confondues pour... des raisons d'économies budgétaires.

Nous pressentons que l'exhumation de ce service, qui n'en est pas un, coûtera à notre collectivité, entre un président peut-être ami et ancien collaborateur de la Dame Girardin, des conseillers, des conseillers associés, auditeurs et prestataires...dont le recrutement se fera de manière contractuelle, c'est-à-dire en toute opacité et sans plafond.

Et enfin et pour couronner le tout, nous apprenons la création du **Médiateur de la Polynésie française**, « institution » qualifiée d'originale par la majorité, chargée de favoriser la résolution des difficultés pouvant s'élever entre les usagers et l'administration ; Médiateur qui disposera d'un service et donc de collaborateurs chargés de l'assister...

Nous sommes bien loin de la nécessaire réforme de l'Administration du Pays par la réduction du nombre de services administratifs et établissements publics, organismes et sociétés satellites.

Gaston Flosse poursuit son rêve d'être le chef d'un Etat qui n'en est pas un en reproduisant le modèle de la République à l'échelle de notre Pays sans se soucier du lendemain et des coûts de ses dépenses somptuaires. Faute de soutien à Paris, il crée ses joujoux à coups de lois de Pays. **C'est donc bien pire qu'avant !**

Ce n'est pas comme cela que l'on va "sortir du trou" !

Pour diffusion